

REMETTRE EN QUESTION LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE DOMINANT : QUAND DIFFÉRENTS ACTEURS SE RENCONTRENT POUR REDÉFINIR LES SOLIDARITÉS ET REPRENDRE DU POUVOIR

En 2016, l'ACEF du Nord de Montréal a entrepris une démarche avec des citoyens et des citoyennes dans le but de déconstruire le modèle économique dominant et de réfléchir ensemble autrement. Voyons de quoi il en retourne.

• Qu'est-ce que l'ACEF du Nord de Montréal?

C'est un organisme communautaire autonome qui intervient dans le domaine de l'éducation à la consommation. Afin d'améliorer les conditions de vie des citoyens et des citoyennes, et d'augmenter leur esprit critique par rapport à la société de consommation, nous offrons des activités collectives et des services individuels tout en luttant solidairement avec les acteurs de la communauté pour une plus grande justice sociale.

Nous avons trois axes d'intervention : la défense collective des droits, l'éducation à la consommation et les services aux individus.

• D'où nous est venue l'idée d'un tel projet?

Depuis plusieurs années, nous remarquons que l'endettement des personnes augmente et que les citoyens et les citoyennes s'appauvrissent de plus en plus. Le discours dominant voulant que les personnes s'endettent parce qu'elles font de mauvais choix financiers est peu remis en question. Le courant de la « littéracie financière », très à la mode de nos jours, fait reposer l'endettement et l'appauvrissement de toute la société sur les individus. Pour nous, ces phénomènes sont, au contraire, le résultat d'une logique systémique.

Aujourd'hui, 40 % des ménages québécois ont recours au crédit à la consommation pour assurer leurs besoins de base, leurs revenus étant insuffisants pour couvrir leurs dépenses courantes. Le marché du travail se précarise, le coût de la vie augmente et les salaires ne suivent pas. La tarification des services publics et les coupes dans les programmes sociaux aggravent les choses. Résultat : on paie l'épicerie avec la carte de crédit.

Devant ce phénomène d'endettement de subsistance, il est très difficile de trouver des solutions budgétaires pour les ménages. Quand une personne reçoit 628\$/mois, apprendre à faire un budget ne l'aide pas.

Dans notre pratique, nous constatons le basculement d'un plus grand nombre de ménages vers une précarité financière telle que leur santé physique et psychologique en est souvent affectée. Les situations des personnes s'alourdissent et se complexifient. L'impact limité de notre travail d'intervention individuelle dans ce contexte nous incite à nous investir pour l'avancement de changements structurels durables et à intervenir collectivement sur les causes de l'endettement et de la pauvreté.

Ainsi, confrontés aux limites de notre intervention, nous nous sommes questionnés sur notre propre pouvoir en tant qu'ACEF et nous avons décidé de nous asseoir avec d'autres pour réfléchir et trouver des solutions collectives aux causes de l'endettement et de la pauvreté. C'est ainsi qu'a germé l'idée de faire une démarche avec les gens les mieux placés pour parler de ces problèmes: ceux et celles qui les vivent.

· Qu'est-ce que la Démarche?

La Démarche de pensée critique sur le système économique actuel, lancée en 2016, s'inscrit dans la mission de l'ACEF du Nord de Montréal et poursuit un triple objectif :

1. Mieux comprendre les causes de la pauvreté et de l'endettement, à partir du vécu des personnes qui en ont l'expérience;
2. Déconstruire le modèle économique actuel et déterminer les changements souhaités;
3. Proposer des solutions et se mobiliser pour une société plus juste.

Notre projet s'inscrit dans la vision d'une communauté où la richesse est partagée collectivement et où l'action citoyenne est valorisée. Les citoyens et les citoyennes dont on valorise le savoir expérientiel sont au cœur de cette démarche qui associe aussi des intervenants/intervenantes et des chercheurs/chercheuses.

Avec la Démarche, nous faisons le pari que les échanges entre citoyens, intervenants et chercheurs mèneront à une compréhension plus globale des rouages du système, que nous nous transformerons au contact des autres et que des idées d'actions collectives et créatives porteuses de plus de justice sociale pourront naître.

Nous avons la ferme conviction qu'en lui-même, le processus est déjà une réponse à l'individualisme et au cynisme qui régissent notre monde actuel.

Pour ce projet, qui s'étalera sur 3 ans, nous privilégions deux approches : l'éducation populaire autonome et le croisement des savoirs.

Le caractère innovateur de la démarche repose surtout sur le jumelage de ces approches. Le partage du savoir des citoyens et citoyennes permettra d'accéder à un vécu personnel et individuel de la pauvreté et de l'endettement. Le partage du savoir des intervenantes/intervenants donnera accès à une multitude d'observations des impacts de la pauvreté dans la vie des gens. Finalement, le partage du savoir des chercheurs/chercheuses amènera une lecture plus globale du système qui engendre la pauvreté et l'endettement. Chacun pourra, avec ses forces, ses expériences, son vécu, ses capacités, son réseau, son analyse, etc., apporter sa contribution. C'est en mettant toutes ces richesses en commun que nous pourrons, comme le disait Gandhi, « être le changement que nous voulons voir dans le monde. »

Dans un premier temps, nous explorerons le vécu et les expériences de chacun pour mieux comprendre les rouages du système dans lequel nous vivons. Cet exercice nous amènera à réfléchir sur les causes réelles de l'appauvrissement et de l'endettement de la population. Dans un deuxième temps, nous trouverons ensemble des moyens concrets d'aller vers un changement social qui soit plus en phase avec nos valeurs de justice et de partage. Au final, nous diffuserons le plus largement possible le fruit de notre démarche.

• **Un projet qui amène bien des défis**

C'est un peu naïvement que nous avons plongé tête première dans ce projet. Bien que très stimulante, la Démarche pose plusieurs défis. Nous les avons regroupés en deux catégories : les défis en lien avec la structure de l'organisme et ceux liés à la nature du projet lui-même.

Difficultés liées à l'organisme

1. *Le sous-financement* : Les politiques néolibérales et le contexte d'austérité fragilisent les organismes communautaires, les empêchant de remplir pleinement leur mission. De plus, le désengagement de l'État (coupes dans les services et les

programmes sociaux) crée une pression importante sur les groupes qui sont de plus en plus sollicités, sans pour autant voir leur financement rehaussé.

2. *Une charge de travail supplémentaire* : Quand on a planifié la Démarche, on espérait obtenir du financement pour la réalisation du projet. Malheureusement, les demandes déposées n'ont pas abouti. La Démarche est un projet parmi d'autres. Comme c'est une priorité, nous avons dégagé du temps, mais cela a un impact sur nos autres activités et limite ce qu'on peut faire.

Difficultés en lien avec la nature du projet :

3. *Le financement (encore!)* : Les ressources financières de l'organisme étant limitées, le soutien financier des participants et des participantes n'est pas quelque chose qui est envisageable pour l'instant. Nous aimerions être en mesure d'offrir plus que le repas et les billets d'autobus puisque les participants et les participantes offrent beaucoup de leur temps et que leur savoir, au même titre que pour les autres acteurs du projet, devrait être rémunéré. On se sent en contradiction avec nos valeurs et notre vision d'une société plus juste et équitable.

4. *Le recrutement* : la Démarche a suscité beaucoup d'intérêt. Deux questions se sont donc posées: a) doit-on limiter le nombre de participants? B) doit-on permettre à de nouveaux membres de rejoindre le groupe en tout temps? Quatre rencontres ont déjà eu lieu. Du travail s'est fait, des liens se sont créés, des histoires intimes ont été partagées. Intégrer en continu des nouveaux membres n'est pas facile et nous manquons d'espace physique. Dans ce contexte, le fait d'être un grand groupe permet-il encore des échanges de qualité?

5. *L'animation* : On constate que les gens ont énormément besoin de partager avec les autres et de briser l'isolement. Bien que ces échanges soient toujours très stimulants, ils demandent beaucoup de temps. Comment favoriser la parole de tous et toutes sans être oppressif envers ceux et celles qui parlent beaucoup dans le souci de faire avancer la Démarche?

6. *Le principe d'éducation populaire* : selon ce principe et notre vision, ce sont les participants et les participantes qui décideront des actions à entreprendre et qui porteront le projet jusqu'au bout. Ce contexte de flou peut être parfois insécurisant, tant pour les animatrices que pour les participants et les intervenants/chercheurs puisque personne ne sait exactement où tout cela mènera. Plusieurs voudraient savoir dès le départ ce qui sera décidé comme action et ce que le projet donnera concrètement.

De plus, ce sont les citoyens et les citoyennes qui décideront des thèmes à travailler et des actions à entreprendre. D'où un autre défi d'animation important : comment suivre le mouvement naturel du groupe tout en gardant en tête les objectifs qui sous-tendent la Démarche? Jusqu'où les animatrices peuvent-elles/doivent-elles intervenir dans les échanges?

· **Les effets positifs : permettre le développement de nouvelles solidarités**

Bien que nous soyons au début du projet, nous pouvons déjà constater des effets positifs. Un des bénéfices les plus importants de la Démarche est de permettre le développement de nouvelles solidarités : d'abord, entre les personnes en situation de pauvreté ou d'endettement, qui vivent souvent honte et isolement, mais également, entre trois groupes d'acteurs qui ont peu d'occasions d'échanger et de travailler ensemble à la réalisation d'un projet collectif. Cette expérience de co-construction de l'intelligence collective est un processus (trans)formateur et créateur pour toutes les personnes impliquées y compris les animatrices!

Plusieurs personnes nous ont déjà manifesté que ça leur faisait vraiment du bien d'avoir un lieu où parler des difficultés rencontrées au quotidien. Les citoyens et les citoyennes proviennent d'horizons très différents et les échanges permettent à chacun de trouver sa place dans le groupe, de se sentir accueilli et entendu.

Ce développement de nouvelles solidarités se décline de plusieurs façons :

1. faire sa part, s'entraider et trouver des moyens de s'en sortir
2. agir collectivement, travailler pour plus de justice et d'équité et changer le monde
3. démystifier la pauvreté et l'endettement, travailler sur les causes et mettre en place des solutions
4. être ensemble, partager des connaissances, réfléchir avec d'autres

5. rencontrer du monde, sortir de l'isolement et connaître les différents visages de la pauvreté

• **Qu'est-ce qui s'en vient? Quelle est la suite des choses?**

Nous complétons actuellement la première année du projet, au cours de laquelle nous avons recruté les citoyens et les citoyennes, défini ensemble le projet et amorcé le processus de co-construction. L'an un du projet a principalement servi à mettre les choses en place avec les citoyens et les citoyennes.

La deuxième année sera consacrée au processus de co-construction avec l'ensemble des participants et participantes du projet. Une rencontre en sous-groupe de citoyens sera aussi organisée en vue de valider l'adhésion de tous et toutes aux pistes d'actions dégagées. Un ou des comités de travail pourront se créer en fonction des tâches à accomplir en vue de réaliser les actions choisies par l'ensemble des participants et participantes.

La troisième année sera dédiée au processus de co-création qui visera à trouver des canaux de transmission ou d'expression pour partager les résultats de la Démarche.